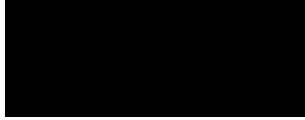


Le 12 juin 2023

PAR COURRIEL



La présente fait suite à votre demande d'accès à l'information reçue par courriel le 11 mai 2023 et pour laquelle nous vous avons transmis un accusé de réception le 12 mai 2023. Votre demande est ainsi libellée :

« ... j'aimerais obtenir des documents indiquant le nombre d'accès non autorisés à des données personnelles par de vos employés, leurs natures (type de données) ainsi que les sanctions imposées ces trois dernières années. »

En réponse à votre demande d'accès, nous pouvons vous indiquer qu'un seul incident relatif à un accès non autorisé à des renseignements personnels apparaît au registre des incidents de confidentialité de la CDPQ mis en place conformément aux amendements apportés à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* qui sont entrés en vigueur en septembre 2022.

Après vérification, aucune sanction n'a été imposée à l'employé à l'égard de cet incident involontaire qui aura été sans conséquence.

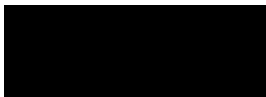
En terminant, pour votre information, nous vous faisons part de la teneur de l'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c.A-2.1) :

« 135. Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai. »

Veuillez agréer,  mes salutations distinguées.



Claude Mikhail
Directeur, Droit administratif et
Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels